ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 12 novembre 1965, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réglant les modalités de la consultation syndicale prescrite par l'article 9 de la loi du 27 juillet 1961, modifiant certaines dispositions du titre IV de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier", a donné le 23 novembre 1965 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 12e november 1965 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de modaliteiten van de syndicale raadpleging voorgeschreven bij artikel 9 van de wet van 27 juli 1961, tot wijziging van sommige bepalingen van titel IV van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel", heeft de 23e november 1965 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet d'exécuter l'article 9 de la loi du 27 juillet 1961 modifiant certaines dispositions du titre IV de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. L'alinéa 1er de cet article 9 est rédigé comme suit :

"Les dispositions générales à arrêter par le Roi en vertu de l'article 84, § 1er, de la loi communale et des articles 71, § 1er, et 72 de la loi du 14 février 1961, ainsi que celles à prendre en vertu de l'article 7, § 1er, alinéa 2, de la présente loi, sont arrêtées après consultation des représentants des organisations les plus représentatives des agents des provinces et des communes".

En application de l'alinéa 3 du même article 9, le projet règle les modalités de cette consultation :

1° en instituant, auprès du Ministère de l'Intérieur, une commission de consultation syndicale comprenant, outre le président et deux secrétaires désignés par le Ministre de l'Intérieur et qui n'ont pas voix délibérative, douze membres désignés par les organisations les plus représentatives des agents des provinces et des communes;

2° en déterminant les conditions auxquelles ces organisations doivent répondre pour être considérées comme les plus représentatives de ces agents.

.../...

Ces conditions sont énoncées dans l'article 2, § 2, du projet : il doit s'agir, d'une part, d'une organisation syndicale représentée au Conseil national du travail et cette organisation doit, d'autre part, défendre les intérêts professionnels de l'ensemble des agents des provinces et des communes.

Il importe d'examiner successivement chacune de ces deux conditions.

\+

\+ +

Aux termes de l'article 2, § 2, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1952 organique du Conseil national du travail, les membres représentant les organisations les plus représentatives des travailleurs sont choisis parmi les candidats présentés sur une liste double par les organisations interprofessionnelles fédérées sur le plan national.

S'il peut être souhaitable dans l'intérêt général, que les organisations groupant les agents provinciaux et communaux fassent partie de fédérations nationales d'organisations interprofessionnelles, il s'agit là d'un élément étranger à la notion de représentativité, d'autant plus que les travailleurs dont il est question dans la loi précitée du 29 mai 1952 sont essentiellement ceux de l'industrie, de l'agriculture et du commerce : une organisation peut être la plus représentative des agents provinciaux et communaux tout en gardant son autonomie.

.../...

En imposant aux organisations l'obligation d'être représentées au Conseil national du travail pour être considérées comme les plus représentatives, le Gouvernement ajouterait à la loi et excéderait ses pouvoirs (Comp.arrêts Conseil d'Etat, WINAND et RISTO, n°s 10.294 et 10.295, du 28 novembre 1963). Cette condition doit donc être omise dans le projet.

\+

\+ +

La seconde condition à laquelle doivent répondre les organisations pour être considérées comme les plus représentatives est qu'elles "défendent les intérêts professionnels de l'ensemble des agents des provinces et des communes".

Une première remarque doit être formulée à ce sujet : par organisations qui défendent les intérêts professionnels de l'ensemble des agents des provinces et des communes le projet entend évidemment les organisations auxquelles peuvent adhérer tous ces agents. On ne concevrait pas, en effet, que soient considérées comme représentatives de l'ensemble des agents, des organisations qui ne seraient pas ouvertes à tous ces agents mais qui prétendraient néanmoins défendre leurs intérêts. Pour éviter toute équivoque, le texte devrait être précisé sur ce point.

La question se pose ensuite de savoir si, en adoptant ce critère pour déterminer le caractère représentatif des organisations, le Gouvernement se conforme à la volonté du législateur. En général, en effet, l'élément déterminant dans ce domaine est le nombre d'adhérents.

.../...

Toutefois, si un tel critère est satisfaisant quand il s'applique aux travailleurs du secteur privé ou même aux fonctionnaires et agents d'une grande administration soumis à la même hiérarchie et dotés d'un même statut, il peut être difficilement retenu en l'espèce, étant donné que les fonctionnaires intéressés appartiennent à des catégories très diverses, sans aucun lien entre elles et dont certaines bénéficient de statuts légaux distincts. C'est ainsi, par exemple, qu'une fédération groupant les receveurs communaux locaux pourra être beaucoup plus représentative de cette catégorie, malgré le nombre peu élevé de ses membres, qu'une organisation groupant d'autres membres du personnel et dont les effectifs seraient dix fois plus nombreux.

Cette diversité dans les catégories et dans les statuts a pour conséquence de rendre beaucoup moins aisée la consultation des organisations représentatives du personnel. En effet, dans chaque catégorie, les intéressés auront tendance à revendiquer le plus grand nombre d'avantages pour eux sans se préoccuper des incidences sur la situation des autres membres du personnel, alors que l'autorité doit tenir compte de ces incidences. Dès lors, la consultation des organisations par le Gouvernement ne peut vraiment être fructueuse dans la plupart des cas que s'il se trouve en face d'organisations qui groupent des membres du personnel appartenant à toutes les catégories et qui, par conséquent, doivent, pour défendre les intérêts de tous leurs adhérents, établir une certaine harmonie dans leurs revendications.

.../...

En considérant comme les organisations les plus représentatives des agents des provinces et des communes celles qui représentent les intérêts professionnels de l'ensemble des agents des provinces et des communes, le Gouvernement n'a donc pas méconnu la volonté du législateur.

\+

\+ +

Suivant l'alinéa 2 du § 2 précité, les organisations qui se trouvent dans les conditions requises doivent adresser au Ministre de l'Intérieur, dans le délai de vingt jours à dater de la publication de l'arrêté, un exemplaire de leurs statuts et la liste de leurs dirigeants responsables.

Il est notoire qu'il existe actuellement diverses organisations ne comprenant qu'une catégorie d'agents. Afin de leur permettre de s'entendre et de se grouper pour satisfaire aux exigences de l'arrêté, ce délai devrait être prolongé (comp. arrêt Conseil d'Etat, FABRI, n° 10.864, du 30 octobre 1964).

Si même un délai plus long est accordé aux organisations afin de leur permettre de satisfaire à la condition requise, il reste encore que, dans le système du projet, ce délai est unique et qu'aucune candidature ne pourra plus être introduite à l'avenir, quels que soient les changements qui surviendraient dans la représentation des agents provinciaux et communaux. De plus, aucun terme n'est mis au mandat des représentants qui seront envoyés à la commission consultative.

.../...

Or, une partie de la tâche assignée à celle-ci est de durée illimitée. En effet, les "dispositions générales" que le Roi doit arrêter en vertu des articles 84, § 1er, de la loi communale et 71 et 72 de la "loi unique" seront toujours susceptibles de modifications.

Il est vrai que, dans l'esprit du Gouvernement, la réglementation en projet doit faire place à brève échéance à celle qui sera prise en exécution de la loi sur le statut syndical des agents communaux et provinciaux à laquelle le rapport au Roi fait allusion. Toutefois, on ne peut pas exclure l'éventualité où la commission consultative serait appelée à exercer sa mission plus longtemps qu'il n'est prévu. Dans ce cas, s'il était constitué entretemps une nouvelle organisation qui répondrait à la condition requise pour être représentée à la commission, il ne serait pas conforme à l'esprit d'une authentique représentation de lui en refuser l'accès. En effet, il importe de renouveler "à des intervalles raisonnables" la composition des collèges représentatifs, qu'ils soient élus ou non (1).

+

\+ +

.../...

(1) En ce qui concerne la représentation politique, les pays qui ont signé la Convention des droits de l'homme se sont engagés "à organiser, à des intervalles raisonnables, des élections libres au scrutin secret, dans les conditions qui assurent la libre expression de l'opinion du peuple sur le choix du corps législatif" (article 3 du protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signé à Paris le 20 mars 1952). En ce qui concerne la représentation syndicale, le statut syndical des agents des services publics prescrit des élections tous les quatre ans (article 14 de l'arrêté royal du 20 juin 1955).

Le texte proposé ci-après tient compte des observations qui précèdent et réalise, en outre, quelques modifications de forme qui ne nécessitent aucun commentaire.

ARRETE ROYAL REGLANT LES MODALITES DE LA CONSULTATION DES ORGANISATIONS LES PLUS REPRESENTATIVES DES AGENTS DES PROVINCES ET DES COMMUNES.

---

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 27 juillet 1961 modifiant certaines dispositions du titre IV de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, notamment l'article 9;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Il est institué, auprès du Ministère de l'Intérieur, une commission consultative chargée d'émettre un avis sur toute proposition relative aux matières mentionnées à l'article 9 de la loi du 27 juillet 1961.

Article 2.-

§ 1er. La commission consultative est composée :

1° d'un président et de deux secrétaires, désignés par le Ministre de l'Intérieur;

.../...

2° de douze membres, désignés par les organisations les plus représentatives des agents des provinces et des communes.

Ces organisations désignent un suppléant pour chaque membre.

§ 2. Sont considérées comme organisations les plus représentatives des agents des provinces et des communes, les organisations qui sont ouvertes à l'ensemble des agents des provinces et des communes et qui défendent leurs intérêts professionnels.

Ces organisations se font connaître en adressant au Ministre de l'Intérieur, sous pli recommandé à la poste, dans les ... de la publication du présent arrêté au Moniteur belge, un exemplaire de leurs statuts et la liste de leurs dirigeants responsables. Le Ministre vérifie si elles satisfont aux conditions requises et leur notifie sa décision.

§ 3. Les organisations reconnues les plus représentatives conformément au § 2, fixent d'un commun accord leur représentation à la commission consultative.

A défaut d'accord, cette représentation est fixée d'office par le Ministre de l'Intérieur.

Article 3.-

La commission est convoquée par son président.

Elle ne peut délibérer valablement que si la majorité des représentants des organisations sont présents.

.../...

Si l'assemblée n'est pas en nombre, l'ordre du jour est reporté à la séance suivante. Il en est alors délibéré valablement, quel que soit le nombre des membres présents.

Article 4.-

La commission est tenue d'émettre son avis dans le délai d'un mois prenant cours le jour où la demande d'avis est inscrite pour la première fois à l'ordre du jour.

La formalité de la consultation est accomplie à l'expiration du délai, si l'avis n'a pas été émis à ce moment.

En cas d'urgence, le délai peut être ramené à dix jours par le Ministre de l'Intérieur.

Article 5.-

L'avis est motivé et mentionne l'opinion des représentants pris individuellement et par organisation.

Le président et les secrétaires ne peuvent se prononcer sur les questions discutées.

Article 6.-

La décision prise à la suite de la consultation vise l'avis émis par la commission ou mentionne l'absence d'avis.

Elle est communiquée à la commission, de même que, s'il y a lieu, les motifs pour lesquels elle n'est pas conforme à l'avis.

.../...

Article 7.-

§ 1er (non modifié).

§ 2. Le président dirige les débats et assure l'ordre dans l'assemblée.

D'initiative ou à la demande d'un tiers des représentants des organisations, il appelle en séance des personnes réputées pour leur compétence. Ces personnes n'ont pas voix délibérative.

Article 8.- (non modifié).

Article 9.-

A l'expiration de la période de quatre ans prenant cours à l'entrée en vigueur du présent arrêté, un nouveau délai de ... sera ouvert de plein droit, afin de permettre aux organisations non encore reconnues de solliciter leur reconnaissance conformément à l'article 2, § 2.

Article 10 (article 9 du projet).

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

Het ontwerp strekt tot uitvoering van artikel 9 van de wet van 27 juli 1961 tot wijziging van sommige bepalingen van titel IV van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel. Het eerste lid van dat artikel 9 luidt als volgt :

"De algemene bepalingen, door de Koning vast te stellen krachtens artikel 84, § 1, der gemeentewet en de artikelen 71, § 1, en 72 van de wet van 14 februari 1961 zomede die welke krachtens artikel 7, § 1, lid 2, van deze wet dienen te worden genomen, worden vastgesteld na raadpleging van de vertegenwoordigers der meest representatieve organisaties van het provincie- en gemeentepersoneel".

Op grond van het derde lid van hetzelfde artikel 9 regelt het ontwerp "de modaliteiten van die raadpleging":

1° door het instellen van een syndicale raad van advies bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken ; benevens de voorzitter en twee secretarissen, aangewezen door de Minister van Binnenlandse Zaken, en niet stemgerechtigd, telt die raad twaalf leden, aangewezen door "de meest representatieve organisaties van het personeel der provincies en gemeenten" ;

2° door het vaststellen van de voorwaarden waaraan die organisaties moeten voldoen om als representatief voor dat personeel te worden beschouwd.

.../...

Die voorwaarden zijn vermeld in artikel 2, § 2, van het ontwerp : het moet gaan om een vakorganisatie die in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd is, en die organisatie moet de beroepsbelangen van het gezamenlijke personeel der provincies en gemeenten verdedigen.

Beide voorwaarden dienen een voor een te worden onderzocht.

+
+ +

Luidens artikel 2, § 2, derde lid, van de wet van 29 mei 1952 tot inrichting van de Nationale Arbeidsraad worden "de leden die de meest representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigen, gekozen onder de kandidaten, op een dubbele lijst voorgedragen door de op nationaal plan verbonden interprofessionele organisaties".

In het belang van het algemeen moge het wenselijk zijn dat de organisaties die het provincie- en gemeentepersoneel groeperen, deel uitmaken van nationale verbonden van interprofessionele organisaties ; met het begrip "representativiteit" heeft dit niets te maken, te meer daar de in de wet van 29 mei 1952 bedoelde werknemers in hoofdzaak tot de nijverheid, de landbouw en de handel behoren : een organisatie kan representatief zijn voor het provincie- en gemeentepersoneel en toch autonoom blijven.

.../...

Door de organisaties te verplichten in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd te zijn, willen zij als representatief worden beschouwd, zou de Regering een voorwaarde aan de wet toevoegen en haar bevoegdheid overschrijden (vergelijk arresten Raad van State, WINAND en RISTO, nrs 10.294 en 10.295, van 28 november 1963). Die voorwaarde moet dus uit het ontwerp worden geweerd.

\+
\+ +

De tweede voorwaarde waaraan de organisaties moeten voldoen om als representatief te worden beschouwd, bestaat hierin, dat zij "de beroepsbelangen van het gezamenlijke personeel der provincies en gemeenten verdedigen".

Het eerste wat hier moet worden opgemerkt, is dit : onder organisaties die "de beroepsbelangen van het gezamenlijke personeel der provincies en gemeenten verdedigen" verstaat het ontwerp natuurlijk organisaties waartoe al die personeelsleden kunnen toetreden. Het zou niet opgaan als representatief voor "het gezamenlijke personeel" te beschouwen, organisaties die niet voor al die personeelsleden openstaan en toch zouden beweren hun belangen te verdedigen. Om dubbelzinnigheid te voorkomen, zou de tekst op dit punt moeten worden verduidelijkt.

Vervolgens rijst de vraag of de Regering, waar zij dit als maatstaf neemt voor het bepalen van het representatieve van de organisaties, de wil van de wetgever wel in acht neemt. Wat immers in dezen doorgaans de doorslag geeft, is het getal van de aangeslotenen.

.../...

Is zulk een maatstaf echter toereikend wanneer het gaat om werknemers uit de privé-sector of zelfs om ambtenaren en beambten van een grote administratie die onder een zelfde hiërarchie en onder een zelfde statuut ressorteren, hier is hij moeilijk bruikbaar omdat de betrokken ambtenaren behoren tot zeer verscheiden categorieën zonder enige onderlinge band en soms met een afzonderlijk wettelijk statuut. Zo kan een verbond van plaatselijke gemeenteontvangers ondanks het beperkt aantal leden veel representatiever zijn voor die categorie dan een organisatie die ander personeel groepeert en tienmaal zoveel leden telt.

Die verscheidenheid in de categorieën en statuten bemoeilijkt aanzienlijk het raadplegen van de voor het personeel representatieve organisaties. In elke categorie immers zullen de betrokkenen geneigd zijn voor zichzelf zoveel mogelijk voordelen te verkrijgen, zonder zich te bekommeren om de terugslag op de toestand van de overige personeelsleden, terwijl de overheid daarmee wel rekening dient te houden. In de meeste gevallen kan de raadpleging van de organisaties door de Regering dan ook maar vruchtbaar zijn als die organisaties personeelsleden uit alle categorieën groeperen en derhalve, om de belangen van al hun leden te verdedigen, moeten zorgen voor enige harmonie in hun eisen.

Wanneer de Regering als "representatieve organisatie van het personeel der provincies en gemeenten" die organisaties beschouwt die "de beroepsbelangen van het gezamenlijke personeel der provincies en gemeenten verdedigen", gaat zij dus niet in tegen de wil van de wetgever.

\+
\+ \+

.../...

Volgens het tweede lid van genoemde § 2 moeten de organisaties die aan de gestelde eisen voldoen, binnen twintig dagen na de bekendmaking van het besluit, aan de Minister van Binnenlandse Zaken een exemplaar van hun statuten en de lijst van hun verantwoordelijke leiders toezenden.

Het is algemeen bekend dat er thans een aantal organisaties bestaan die slechts een categorie van ambtenaren omvatten. Ten einde hen in de gelegenheid te stellen zich met elkaar te verstaan en zich te groeperen om aan de eisen van het besluit te voldoen, zou die termijn moeten worden verlengd (vergelijk arrest Raad van State, nr 10.864, van 30 oktober 1964).

Ook al wordt die termijn verlengd, dan blijft er nog dit dat hij de enige termijn is die het ontwerp kent, en dat in de toekomst geen kandidatuur meer kan worden ingediend, welke veranderingen de vertegenwoordiging van het provincie- en gemeentepersoneel ook mag ondergaan. Bovendien is geen termijn bepaald voor het mandaat van de vertegenwoordigers die in de raad van advies zitting zullen hebben.

Een gedeelte van de aan die raad opgedragen taak is echter van onbeperkte duur. De "algemene bepalingen" welke de Koning dient vast te stellen krachtens de artikelen 84, § 1, van de gemeentewet en 71 en 72 van de "eenheidswet", zullen steeds voor wijziging vatbaar zijn.

.../...

Wel ziet de Regering het zo, dat de ontwerp-regeling binnen korte tijd plaats moet maken voor een regeling ter uitvoering van de wet betreffende het syndicaal statuut van het provincie- en gemeentepersoneel, waarvan het verslag aan de Koning gewag maakt. Toch mag de mogelijkheid niet worden uitgesloten dat de raad van advies zijn taak langer dan voorzien zou moeten uitoefenen. Mocht inmiddels een nieuwe organisatie zijn opgericht, die zou voldoen aan de voorwaarde om in de raad vertegenwoordigd te zijn, dan zou het niet stroken met de geest van een authentieke vertegenwoordiging, haar zitting te laten nemen in de raad. De samenstelling van representatieve colleges moet immers "met redelijke tussenpozen" worden vernieuwd, ongeacht of zij al dan niet verkozen zijn (1).

\+

\+ \+

.../...

---

(1) In verband met de politieke vertegenwoordiging hebben de landen die het verdrag tot bescherming van de rechten van de mens hebben ondertekend, zich ertoe verbonden "om met redelijke tussenpozen vrije, geheime verkiezingen te houden onder voorwaarden welke de vrije meningsuiting van het volk bij het kiezen van de wetgevende macht waarborgen" (artikel 3 van het protocol bij het verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, ondertekend te Parijs op 20 maart 1952). Inzake de syndicale vertegenwoordiging schrijft het syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten voor, dat om de vier jaar verkiezingen moeten worden gehouden (artikel 14 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955).

In de hierna voorgestelde tekst is rekening gehouden met de hiervoren gemaakte opmerkingen en zijn ook een aantal vormwijzigingen verwerkt, die geen commentaar behoeven.

KONINKLIJK BESLUIT TOT REGELING VAN DE RAADPLEGING VAN DE REPRESENTATIEVE ORGANISATIES VAN PROVINCIE- EN GEMEENTE-PERSONEEL.

---

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wet van 27 juli 1961 tot wijziging van sommige bepalingen van titel IV van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, inzonderheid op artikel 9 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken wordt een raad van advies ingesteld, die tot taak heeft advies te geven over ieder voorstel betreffende de in artikel 9 van de wet van 27 juli 1961 vermelde aangelegenheden.

.../...

Artikel 2.-

§ 1. De raad van advies is samengesteld uit :

1° een voorzitter en twee secretarissen, aangewezen door de Minister van Binnenlandse Zaken ;

2° twaalf leden, aangewezen door de representatieve organisaties van provincie- en gemeentepersoneel.

Die organisaties wijzen voor ieder lid een plaatsvervanger aan.

§ 2. Als representatieve organisaties van provincie- en gemeentepersoneel worden beschouwd de organisaties die voor alle leden van het provincie- en gemeentepersoneel openstaan en dezer beroepsbelangen verdedigen.

Die organisaties maken zich bekend door, binnen ... na de bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad, aan de Minister van Binnenlandse Zaken een exemplaar van hun statuten en de lijst van hun verantwoordelijke leiders toe te zenden bij een ter post aangetekende brief. De Minister gaat na of zij aan de gestelde eisen voldoen en deelt hun zijn beslissing mede.

§ 3. De overeenkomstig § 2 als representatief erkende organisaties bepalen in onderlinge overeenstemming hun vertegenwoordiging in de raad van advies.

.../...

Wordt geen overeenstemming bereikt, dan bepaalt de Minister van Binnenlandse Zaken van ambtswege die vertegenwoordiging.

Artikel 3.-

De raad wordt door zijn voorzitter bijeengeroepen.

Hij kan slechts geldig beslissen wanneer de meerderheid van de vertegenwoordigers der organisaties aanwezig is.

Wanneer het quorum niet aanwezig is, wordt de agenda uitgesteld tot de volgende vergadering. Alsdan wordt geldig beslist, ongeacht het getal van de aanwezige leden.

Artikel 4.-

De raad moet zijn advies uitbrengen binnen de termijn van een maand ingaande de dag waarop de adviesaanvraag voor de eerste maal op de agenda is geplaatst.

De formaliteit van de raadpleging is vervuld bij het verstrijken van de termijn, wanneer het advies op dat tijdstip niet is verstrekt.

In spoedgevallen kan de Minister van Binnenlandse Zaken de termijn tot tien dagen inkorten.

.../...

Artikel 5.-

Het advies wordt met redenen omkleed en vermeldt de zienswijze van de vertegenwoordigers individueel en per organisatie.

De voorzitter en de secretarissen mogen zich niet uitspreken over de behandelde aangelegenheden.

Artikel 6.-

De na de raadpleging genomen beslissing verwijst naar het door de raad uitgebrachte advies of vermeldt dat het niet gegeven is.

Zij wordt ter kennis van de raad gebracht, in voorkomend geval, onder opgave van de redenen waarom zij niet overeenkomt met het advies.

Artikel 7.-

§ 1. De voorzitter stelt de agenda vast en bepaalt de datum van de vergaderingen in overeenstemming met de Minister van Binnenlandse Zaken.

Behalve in spoedgevallen worden de oproepingen, waarop de agenda is aangegeven, ten minste vijf dagen voor de dag van de vergadering aan de leden toegezonden.

§ 2. De voorzitter leidt de debatten en handhaaft de orde in de vergadering.

.../...

Op eigen initiatief of op verzoek van een derde van de vertegenwoordigers der organisaties, roept hij naar de vergadering personen op die bekend staan wegens hun bevoegdheid. Deze zijn niet stemgerechtigd.

Artikel 8.-

De raad kan een reglement van orde vaststellen, dat de Minister van Binnenlandse Zaken ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Artikel 9.-

Bij het verstrijken van de periode van vier jaar die ingaat bij de inwerkingtreding van dit besluit, loopt van rechtswege een nieuwe termijn van ..., om nog niet erkende organisaties in de gelegenheid te stellen hun erkenning aan te vragen overeenkomstig artikel 2, § 2 .

Artikel 10.-

... (artikel 9 van het ontwerp) ...

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

| | | | |
|---|---|---|---|
| chambre était composée de | | De kamer was samengesteld uit | |
| sieurs : | G.HOLOYE, | conseiller d'Etat, | président, |
| Heren : | | staatsraad, | voorzitter, |
| | G.VAN BUNNEN, | conseillers d'Etat, | |
| | J.MASQUELIN, | staatsraden, | |
| | J.ROLAND, | assesseurs de la section de législation, | |
| | R.PIRSON, | bijzitters van de afdeling wetgeving, | |
| | G.DE LEUZE, | greffier adjoint, | greffier. |
| | | adjunct-griffier, | griffier. |

La concordance entre la rsion française et la version erlandaise a été vérifiée sous contrôle de M.G.VAN BUNNEN.
Le rapport a été présenté r M.G.BOLAND, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H.G.BOLAND, substituut.

GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) G.HOLOYE.